

POLITIQUES SOCIALES

100 FICHES

Édition revue et augmentée

Valérie RAIA

Ouvrage dirigé par Laurence BRUNEL



Ressources numériques

Retrouvez un fil d'actualité sur notre librairie en ligne :

[https://librairie.studyrama.com/store/page/351/
politiques-sociales-100-fiches](https://librairie.studyrama.com/store/page/351/politiques-sociales-100-fiches)

Mot de passe

Le code d'accès est le dernier mot de la partie II.



LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	9
INTRODUCTION	23
PARTIE I	
<i>L'évolution des politiques sociales en France</i>	25
Fiche 1 Les politiques sociales et leur champ d'intervention	27
Fiche 2 Des droits fondamentaux aux droits sociaux	30
Fiche 3 L'État providence	35
Fiche 4 Les principes fondamentaux des politiques sociales	37
Fiche 5 De la charité à l'assistance publique	41
Fiche 6 De l'aide sociale à l'action sociale	44
Fiche 7 L'intervention sociale	47
Fiche 8 La place de l'utilisateur dans les politiques sociales	52
PARTIE II	
<i>La prise en compte des problèmes sociaux dans les politiques sociales</i>	55
Fiche 9 Le diagnostic des besoins sociaux et le rôle central de l'État dans la détermination des priorités sociales	57
Fiche 10 L'ancrage territorial dans la détermination des priorités sociales	60
Fiche 11 Les priorités européennes	64
Fiche 12 Le financement des politiques sociales	69
PARTIE III	
<i>Les principaux acteurs des politiques sociales en France</i>	73
Fiche 13 Le Parlement en France et sa participation accrue dans le champ social	75
Fiche 14 Les processus de centralisation, déconcentration, décentralisation	80

Fiche 15 Les principaux acteurs de l'État aux niveaux central et déconcentré	82
Fiche 16 Les principaux acteurs des politiques sociales au niveau décentralisé	87
Fiche 17 La protection sociale : partenaire principal des collectivités publiques	91
Fiche 18 La naissance de la Sécurité sociale en 1945	95
Fiche 19 La place centrale de la Sécurité sociale au sein de la protection sociale	98
Fiche 20 L'importance du milieu associatif, de l'économie sociale et solidaire, des syndicats	104
Fiche 21 Le rôle tenu par les professionnels du secteur social	107
Fiche 22 Les établissements et services sociaux et médico-sociaux	111
Fiche 23 Schémas de synthèse : les politiques sociales et leurs principaux acteurs	116

PARTIE IV

<i>La santé, un enjeu pour la société</i>	119
Fiche 24 Santé, santé publique et principes d'intervention	121
Fiche 25 Les politiques de santé et les priorités actuelles	124
Fiche 26 Le système de santé	131
Fiche 27 L'offre de soins	134
Fiche 28 La permanence des soins, un enjeu pour la santé publique	145
Fiche 29 Les droits des malades et la démocratie sanitaire	148
Fiche 30 La prise en charge du risque maladie par la Sécurité sociale : l'Assurance maladie	153
Fiche 31 La régulation des dépenses de l'Assurance maladie	157
Fiche 32 La protection complémentaire à l'Assurance maladie : les mutuelles	161
Fiche 33 La protection complémentaire à l'Assurance maladie (suite) : les assurances privées et les institutions de prévoyance	165

Fiche 34 Le problème du renoncement aux soins	169
Fiche 35 Les dispositifs de la protection sociale favorisant la réduction des inégalités d'accès aux soins	172
Fiche 36 Les permanences d'accès aux soins de santé	176

PARTIE V

<i>Les politiques sociales en faveur des personnes en situation de handicap</i>	179
--	------------

Fiche 37 Approche historique sur le handicap et évolution des politiques sociales	181
Fiche 38 Les représentations sociales et le handicap	185
Fiche 39 Le handicap et ses différentes formes	192
Fiche 40 Les acteurs institutionnels	197
Fiche 41 Les prestations sociales en faveur des personnes en situation de handicap et de leurs familles	202
Fiche 42 Les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) en faveur des enfants et adolescents en situation de handicap	205
Fiche 43 Les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) en faveur des adultes en situation de handicap	209
Fiche 44 L'accès des personnes en situation de handicap à la scolarité	213
Fiche 45 L'accès à l'emploi et à l'hébergement pour les personnes en situation de handicap	216
Fiche 46 L'accès à la citoyenneté et l'obligation d'accessibilité des établissements ouverts au public aux personnes en situation de handicap	220
Fiche 47 La protection des personnes majeures vulnérables	222
Fiche 48 Le point de vue des instances internationales et nationales sur les droits des personnes en situation de handicap en France	225

PARTIE VI

<i>Les politiques sociales en faveur des personnes âgées</i>	229
Fiche 49 Le vieillissement de la population et ses enjeux	231
Fiche 50 Le système de retraite en France	238
Fiche 51 Des réformes clivantes : celles des retraites	245
Fiche 52 Maintien à domicile et lieux d'accueil et d'hébergement des personnes âgées	248
Fiche 53 Quelles lois pour faire face aux enjeux du vieillissement ?	254
Fiche 54 La dépendance : évaluation, prise en charge, lieux d'information et de coordination	256

PARTIE VII

<i>Les politiques sociales en faveur de la famille et de l'enfant</i>	261
Fiche 55 État des lieux de la famille en France	263
Fiche 56 Évolution de la politique familiale	266
Fiche 57 La branche famille du régime général de la Sécurité sociale	270
Fiche 58 Les acteurs de la politique familiale au niveau décentralisé (ASE, PMI...)	274
Fiche 59 Les acteurs de la politique familiale dans le secteur associatif : l'UNAF et ses différents membres	281
Fiche 60 La politique en faveur des crèches à vocation d'insertion professionnelle	283
Fiche 61 La protection juridique des mineurs et les dispositifs applicables aux mineurs non accompagnés	285

PARTIE VIII

<i>Les politiques sociales en faveur des jeunes</i>	287
Fiche 62 L'émergence d'une politique de la jeunesse	289
Fiche 63 Quelques données statistiques	295
Fiche 64 Politique de la jeunesse : contextes et enjeux	297
Fiche 65 La politique de la jeunesse	299
Fiche 66 La mise en extinction du service national universel (SNU)	303

PARTIE IX***Les politiques d'accueil et d'accompagnement des étrangers* 305**

**Fiche 67 | Approche historique de l'immigration en France
et au sein de l'Europe 307**

Fiche 68 | Terminologie 310

**Fiche 69 | Immigration en France : quelles dynamiques
démographiques ? 313**

Fiche 70 | Quelle politique d'accueil et d'intégration des étrangers ? 315

Fiche 71 | Les acteurs de l'intégration 320

PARTIE X***Les politiques sociales en faveur de l'emploi* 325**

Fiche 72 | La situation de l'emploi en France 327

Fiche 73 | La politique de l'emploi 332

**Fiche 74 | Les politiques de lutte contre les inégalités professionnelles
hommes-femmes 336**

**Fiche 75 | France Travail : un opérateur central du service public
de l'emploi 341**

Fiche 76 | Les acteurs de l'emploi 344

Fiche 77 | Les prestations pour les demandeurs d'emploi 350

PARTIE XI***Les politiques sociales de lutte contre l'exclusion sociale* 355**

Fiche 78 | Pauvreté, précarité, exclusion sociale et vulnérabilité 357

**Fiche 79 | La redistribution des ressources
(ou redistribution des revenus) et les minima sociaux 364**

**Fiche 80 | Une réforme des prestations sociales de solidarité
au point mort : le revenu universel d'activité (RUA) 369**

Fiche 81 | Les dispositifs et actions dans l'urgence 372

Fiche 82 | Les dispositifs et actions dans la durée 374

Fiche 83 | Les acteurs publics de la lutte contre l'exclusion 376

Fiche 84 La place des associations de solidarité dans la lutte contre l'exclusion : focus sur les Restos du cœur	380
Fiche 85 L'accès aux droits sociaux des personnes en difficulté	384
Fiche 86 Le pacte des solidarités 2023-2027	388
 PARTIE XII	
<i>Les politiques sociales pour le logement</i>	391
Fiche 87 Vision d'ensemble sur la situation du logement en France	393
Fiche 88 L'apparition d'une politique du logement à partir de la fin du XIX^e siècle	395
Fiche 89 L'évolution de la politique du logement : depuis le début des années 1980, des réponses apportées dans un contexte de crise	398
Fiche 90 Le droit au logement opposable	402
Fiche 91 Le problème du mal-logement en France	405
Fiche 92 Le rôle de l'État dans la politique du logement	411
Fiche 93 Le rôle des collectivités territoriales	415
Fiche 94 Les logements sociaux	418
Fiche 95 Les principales prestations d'aide au logement : APL, ALF, ALS	421
Fiche 96 Les mesures d'accompagnement social lié au logement	423
 PARTIE XIII	
<i>La politique de la ville</i>	425
Fiche 97 Qu'est-ce que la politique de la ville ?	427
Fiche 98 La politique de la ville depuis 1977	430
Fiche 99 Les principaux acteurs de la politique de la ville	436
Fiche 100 Actions de coopération et échanges au niveau européen	440

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AAH	Allocation adulte handicapé
ABS	Analyse des besoins sociaux
ACS	Aide au paiement d'une complémentaire santé
ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
ACSÉ	Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances
ADA	Allocation demandeurs d'asile
ADEP	Association de défense et d'entraide des personnes handicapées
ADF	Assemblées des départements de France
ADIE	Association pour le droit à l'initiative économique
ADIL	Agences départementales pour l'information sur le logement
AED	Action éducative à domicile
AEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AEMO	Assistance éducative en milieu ouvert
AESH	Accompagnants d'élèves en situation de handicap
AFM	Association française contre les myopathies
AGEFIPH	Association pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées
AGGIR	Autonomie gérontologie groupe iso-ressources
AGIRC	Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres
AHI	Accueil, hébergement, insertion
AIF	Aide individuelle à la formation
AJPA	Allocation journalière du proche aidant
AJPP	Allocation journalière de présence parentale
ALF	Allocation de logement à caractère familial
ALS	Allocation de logement à caractère social
AME	Aide médicale de l'État
AMP	Aide médico-psychologique
ANI	Accord national interprofessionnel
ANIL	Agence nationale pour l'information sur le logement
ANRU	Agence nationale de rénovation urbaine
ANTC	Agence nationale de la cohésion des territoires
APA	Allocation personnalisée d'autonomie
APCE	Agence pour la création d'entreprises
APEC	Association pour l'emploi des cadres
APF	Association des paralysés de France

● LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

APL	Aide personnalisée au logement
ARRCO	Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés
ARE	Allocation d'aide au retour à l'emploi
ARH	Agence régionale de l'hospitalisation
ARIPA	Agence de recouvrement et intermédiation des pensions alimentaires
ARS	Agence régionale de santé
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASE	Aide sociale à l'enfance
ASF	Allocation de soutien familial
ASH	Aide sociale d'hébergement
ASI	Allocation supplémentaire d'invalidité
ASLH	Accueils de loisirs sans hébergement
ASLL	Accompagnement social lié au logement
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées
ASS	Action sanitaire et sociale
ASS	Allocation de solidarité spécifique
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ASV	Allocation supplémentaire vieillesse
AV	Allocation veuvage
AVIP	(Crèches) à vocation d'insertion professionnelle
AVPF	Assurance vieillesse des parents au foyer
AVS	Auxiliaire de vie sociale
BAS	Bureaux d'aide sociale
BIT	Bureau international du travail
BOETH	Bénéficiaire de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés
BRDE	Bas revenus, dépenses élevées
BRS	Baromètre de renoncement aux soins
CA	Conseil d'administration national
CADA	Centre d'accueil pour demandeurs d'asile
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi
CAE	Coopératives d'activités et d'emploi
CAF	Caisse d'allocations familiales
CAMSP	Centre d'action médico-sociale précoce
CAO	Centre d'accueil et d'orientation
CARSAT	Caisse d'Assurance retraite et de la santé au travail
CAS	Centre d'action sociale
CASF	Code de l'action sociale et des familles

CASS	Commission d'action sanitaire et sociale
CAT	Centre d'aide par le travail
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCC	Convention citoyenne pour le climat
CCH	Code de la construction et de l'habitation
CCI	Chambres de commerce et d'industrie
CDAD	Conseil départemental d'accès aux droits
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CDES	Commission départementale de l'éducation spéciale
CDSP	Coordination départementale de soutien à la parentalité
CDU	Commission des usagers
CEC	Compte engagement citoyen
CEDH	Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
CEDS	Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe
CEF	Centres éducatifs fermés
CER	Centres éducatifs renforcés
CER	Contrat d'engagement réciproque
CESEDA	Code de l'entrée, du séjour des étrangers et du droit d'asile
CESF	Conseillers en économie sociale et familiale
CFA	Contribution financière pour l'autonomie
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFE	Confédération française de l'encadrement
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CGEDD	Conseil général de l'environnement et du développement durable
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires
CGSS	Caisses générales de sécurité sociale
CGT	Confédération générale du travail
CH	Centres hospitaliers
CHR	Centres hospitaliers régionaux
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
CHRU	Centre hospitalier régional universitaire
CHS	Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CHT	Communautés hospitalières de territoire

● LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

CHU	Centre hospitalier universitaire
CIAS	Centre intercommunal d'action sociale
CIDE	Convention internationale des droits de l'enfant
CIDPH	Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées
CIF	Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé
CIH	Classification internationale du handicap (ou « classification de Wood »)
CIJ	Comité interministériel à l'insertion des jeunes
CIR	Contrat d'intégration républicaine
CIV	Comité interministériel des villes
GLAS	Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité
CLCC	Centre de lutte contre le cancer
CLIC	Centre local d'information et de coordination gérontologique
GLIS	Classe d'intégration scolaire
CLIN	Comité de lutte contre les infections nosocomiales
CME	Commission médicale d'établissement
CMG	Complément de libre choix du mode de garde
CMPP	Centres médico-psychopédagogiques
CMT	Consommation médicale totale
CMU	Couverture maladie universelle
CMU-C	Couverture maladie universelle complémentaire
CNAF	Caisse nationale des allocations familiales
CNAMTS	Caisse nationale de l'Assurance maladie des travailleurs salariés
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNCPH	Conseil national consultatif de personnes handicapées
CNCDH	Commission nationale consultative des droits de l'homme
CNDA	Cour nationale du droit d'asile
CNEPJ	Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse
CNIDFF	Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles
CNJ	Conseil national de la jeunesse
CNLE	Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
CNML	Conseil national des missions locales
CNOSS	Comité national de l'organisation sanitaire et sociale
CNPE	Conseil national de la protection de l'enfance
CNR	Conseil national de la résistance
CNS	Conférence nationale de santé
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

CNV	Conseil national des villes
COG	Convention d'objectifs et de gestion
COJ	Conseil d'orientation des politiques de jeunesse
COMED	Commissions départementales de médiation
COS	Cadre d'orientation stratégique
COSI	Cohabitation solidaire intergénérationnelle
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnelle
CPAM	Caisse primaire d'Assurance maladie
CPF	Compte personnel de formation
CPH	Centres provisoires d'hébergement des réfugiés
CPOM	Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens
CPRDFOP	Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles
CPTS	Communautés professionnelles territoriales de santé
CRA	Centre de rétention administrative
GRAM	Caisses régionales d'Assurance maladie
CRDS	Contribution au remboursement de la dette sociale
CRHH	Comité régional de l'habitat et de l'hébergement
CRP	Centre de réadaptation professionnelle
CRSA	Conférences régionales de la santé et de l'autonomie
CRUQPC	Commission des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge
CSBM	Consommation de soins et de biens médicaux
CSE	Comité social et économique
CSG	Contribution sociale généralisée
CSIRMT	Commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
CSP	Code de la santé publique
CSS/C2S	Complémentaire santé solidaire
CTE	Comité technique d'établissement
CTS	Conseil territorial de santé
CUCS	Contrat urbain de cohésion sociale
CVS	Conseil à la vie sociale
DAC	Dispositif d'appui à la coordination
DAHO	Droit à l'hébergement opposable
DAM	Délégués de l'Assurance maladie
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale
DCS	Dépense courante de santé

● LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

DCSi	Dépense courante de santé au sens international
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DDCS	Direction départementale de la cohésion sociale
DDCSPP	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
DEETS	Direction départementale de l'emploi, du travail et de la solidarité
DDHC	Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
DDT	Directions départementales des territoires
DEASS	Diplômes d'État d'assistant de service social
DEBOE	Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi
DECESF	Diplômes d'État de conseiller en économie sociale et familiale
DEEJE	Diplômes d'État d'éducateur de jeunes enfants
DEES	Diplômes d'État d'éducateur spécialisé
DEETS	Diplômes d'État d'éducateur technique spécialisé
DGCS	Direction générale de la cohésion sociale
DGEF	Direction générale des étrangers en France
DGOS	Direction générale de l'offre de soins
DGS	Direction générale de la santé
DHUP	Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
DIJ	Délégation interministérielle à l'emploi des jeunes
DIJ	Délégation interministérielle à l'insertion des jeunes
DIPLP	Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté
DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DIV	Délégation interministérielle à la ville
DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
DLA	Dispositif local d'accompagnement
DPJJ	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
DRAJES	Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports
DRASS	Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
DR(D)JSCS	Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DRJSCS	Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DROM	Départements et régions d'outre-mer
DRSM	Directions régionales du service médical
DSDEN	Direction des services départementaux de l'Éducation nationale

DSL	Développement social local
DSN	Déclaration sociale nominative
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
EA	Entreprises adaptées
EAJE	Établissement d'accueil du jeune enfant
EGS	États généraux de la santé
EHPA	Établissement d'hébergement pour personnes âgées
EHPAD	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
EJE	Éducateurs de jeunes enfants
ENL	Engagement national pour le logement
EPARECA	Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
EPIDE	Établissement public d'insertion pour l'emploi
EPRUS	Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires
EPU	Examen périodique universel
ERP	Établissement recevant du public
ESAT	Établissement et service d'aide par le travail
ESH	Entreprise sociale pour l'habitat
ESP	Équipes de soins primaires
ESPIC	Établissements de santé privés d'intérêt collectif
ESS	Économie sociale et solidaire
ESSMS	Établissement et services sociaux et médico-sociaux
EU-SILC	<i>European Union Statistics on Income and Living Conditions</i>
FAJ	Fonds d'aide aux jeunes
FAM	Foyer d'accueil médicalisé
FDT	Foyer à double tarification
FEAD	Fonds européen d'aide aux plus démunis
FEDER	Fonds européen de développement régional
FESI	Fonds européen structurel d'investissement
FISAF	Fédération pour l'insertion des personnes sourdes et des personnes aveugles de France
FNAP	Fonds national des aides à la pierre
FNASAT	Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les gens du voyage
FNATH	Fédération nationale des accidents du travail et des handicapés
FNAVDL	Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement

● LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

FO	Force ouvrière
FSE	Fonds social européen
FSH	Fonds de solidarité habitat
FSL	Fonds de solidarité pour le logement
FSV	Fonds de solidarité vieillesse
GCS	Groupements de coopération sanitaire
GIP	Groupement d'intérêt public
GPA	Gestation pour autrui
GUDA	Guichets uniques d'accueil des demandeurs d'asile
HAS	Haute autorité de santé
HBM	Habitation bon marché
HCAAM	Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie
HCFEA	Haut Conseil à la famille, à l'enfance et à l'âge
HCSP	Haut Conseil de santé publique
HERA	Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire
HIA	Hôpitaux d'instruction des armées
HID	Handicap, incapacité, dépendance
HLM	Habitation à loyer modéré
HS	Handicap-Santé
HVS	Habitat et vie sociale
IAE	Insertion par l'activité économique
ICF	Indice conjoncturel de fécondité
IEM	Institut d'éducation motrice
IEPC	Institut d'éducation et des pratiques citoyennes
IFOP	Institut français d'opinion publique
IFPA	Intermédiation financière des pensions alimentaires
IGAS	Inspection générale des affaires sociales
IMC	L'infirmité motrice cérébrale
IME	Institut médico-éducatif
IML	Intermédiation locative
IMP	Instituts médico-pédagogiques
IMPro	Instituts médico-professionnels
INED	Institut national d'études démographiques
INJEP	Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
INPES	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INVS	Institut de veille sanitaire

IRL	Indice de référence des loyers
ITAF	Impôts et taxes affectés à la protection sociale
ITEP	Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique
IVG	Interruption volontaire de grossesse
JCP	Juge des contentieux de la protection
LAEP	Lieux d'accueil enfants-parents
LFSS	Loi de financement de la Sécurité sociale
LMSS	Loi de modernisation de notre système de santé
Loi 3DS	Loi différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification
Loi ALUR	Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
Loi DALO	Loi sur le droit au logement opposable
Loi HPST	Loi hôpital, patients, santé et territoires
Loi NOTRe	Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République
Loi SRU	Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains
LSF	Langue des signes français
MAIA	Méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie
MARPA	Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie
MAS	Maison d'accueil spécialisée
MAS	Missions accompagnement santé
MASP	Mesure d'accompagnement social personnalisé
MCO	Médecine, chirurgie et obstétrique
MDA	Maison départementale de l'autonomie
MDPH	Maison départementale des personnes handicapées
MECS	Maison d'enfants à caractère social
MEF	Maisons de l'emploi et de la formation
MIE	Mineur isolé étranger
MJC	Maison des jeunes
MJIE	Mesures judiciaires d'investigation éducative
MMNA	Mission nationale mineurs non accompagnés
MNA	Mineurs non accompagnés
MNS	Montant net social
MSA	Mutualité sociale agricole
NPNRU	Nouveau programme national de renouvellement urbain
OCAM	Organisme complémentaire d'Assurance maladie
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODENORE	Observatoire des non-recours aux droits et services

● LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ODPE	Observatoires départementaux de la protection de l'enfance
OETH	Obligation d'emploi des travailleurs handicapés
OFII	Office français de l'immigration et de l'intégration
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
OIT	Organisation internationale du télétravail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONDAM	Objectif national de dépenses d'Assurance maladie
ONFRIH	Observatoire national sur la formation, la recherche et l'innovation sur le handicap
ONI	Office national de l'immigration
ONPE	Observatoire national de protection de l'enfance
ONPV	Observatoire national de la politique de la ville
ONZUS	Observatoire national des zones urbaines sensibles
OPACIF	Organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation
OPH	Organisme public de l'habitat
PACS	Pacte civil de solidarité
PADHUE	Praticien à diplôme hors Union européenne en France
PAI	Projet d'accueil individualisé
PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PALA	Prêt à l'amélioration du lieu d'accueil
PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale
PAM	Prêt à l'amélioration
PAP	Plan d'accompagnement personnalisé
PASS	Permanence d'accès aux soins de santé
PCH	Prestation de compensation du handicap
PCS	Profession et catégorie socioprofessionnelle
PDAHI	Plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion
PDALHPD	Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
PDALPD	Plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées
PDLHI	Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne
PDS	Permanence des soins
PDSA	Permanence des soins ambulatoires
PDES	Permanence en établissements de santé
PDU	Plan de déplacements urbains
PEC	Parcours emploi compétences
PF	Pension de famille
PFIDASS	Plates-formes d'intervention pour l'accès aux soins de santé

PIA	Programme investissements d'avenir
PIB	Produit de revenu intérieur brut
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PJJ	Protection judiciaire de la jeunesse
PLA	Prêts locatifs aidés
PLAI	Prêt locatif aidé d'intégration
PLALHPD	Plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
PLANIR	Plan local d'accompagnement du non-recours, des incompréhensions, des ruptures
PLH	Programme local de l'habitat
PLFSS	Projet de loi de financement de la Sécurité sociale
PLS	Prêt locatif social
PLU	Plan local d'urbanisme
PLUi	Plan local d'urbanisme intercommunal
PLUS	Prêt locatif à usage social
PMA	Procréation médicalement assistée
PMI	Protection maternelle et infantile
PMR	Personnes à mobilité réduite
PNLHI	Pôle national de lutte contre l'habitat indigne
PNRU	Programme national de rénovation urbaine
PPC	Plan personnalisé de compensation
PPRE	Programme personnalisé de réussite éducative
PPS	Projet personnalisé de scolarisation
PPU	Prêt projet urbain
PRADO	Programme d'accompagnement du retour à domicile des patients hospitalisés
PRAPS	Programme régional d'accès à la prévention et aux soins
PREPARE	Prestation partagée d'éducation de l'enfant
PRS	Projet régional de santé
PRU	Prêt renouvellement urbain
PTS	Projet territorial de santé
PTZ	Prêt à taux zéro
PUMa	Protection universelle maladie
QPC	Questions prioritaires de constitutionnalité
QPV	Quartiers prioritaires de la politique de la ville
RASED	Réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficultés
REAAP	Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
RÉATE	Réforme de l'administration territoriale de l'État
REPSS	Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale

● LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

RGPP	Révision générale des politiques publiques
RMI	Revenu minimum d'insertion
ROSP	Rémunération sur objectif de santé publique
RPE	Réseau pour l'emploi
RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
RSA	Revenu de solidarité active
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RSI	Règlement sanitaire international
RSI	Régime social des indépendants
RSO	Revenu de solidarité outre-mer
RUA	Revenu universel d'activité
SAD	Services d'autonomie à domicile
SAAD	Services d'aide et d'accompagnement à domicile
SAS	Service d'accès aux soins
SCHS	Services communaux d'hygiène et de santé
SCOT	Schéma de cohérence territoriale
SCUIO	Services communs universitaires d'information et d'orientation
SDJES	Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports
SEES	Sections d'éducation et d'enseignement spécialisé
SEM	Sociétés d'économie mixte
SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SGCIV	Secrétariat général du comité interministériel des villes
SGMAS	Secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales
SIAO	Service intégré d'accueil et d'orientation
SLD	Soins de longue durée
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SMUR	Structures mobiles d'urgence et de réanimation
SMV	Service militaire volontaire
SNATED	Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger
SNS	Stratégie nationale de santé
SNU	Service national universel
SPASAD	Services polyvalents d'aide et de soins à domicile
SPDA	Service public départemental de l'autonomie
SPRFP	Service public régional de la formation professionnelle
SPRO	Service public régional de l'orientation
SRCV	Statistiques sur les ressources et les conditions de vie
SRFSS	Schéma régional des formations sanitaires et sociales

SROMS	Schémas régionaux d'organisation médico-sociale
SROS	Schémas d'organisation des soins
SRS	Schéma régional de santé
SRU	Solidarité et renouvellement urbain
SSIAD	Soins de soins infirmiers à domicile
SSM	Société de secours mutuels
SSR	Soins de suite et de réadaptation
T2A	Tarification à l'activité
TDAA	Trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité
TDI	Trouble dissociatif de l'identité
TEE	Taux d'effort énergétique
TEE3D	Taux d'effort énergétique à 3 dimensions
TFPB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
TND	Trouble du neurodéveloppement
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UCANSS	Union des caisses nationales de Sécurité sociale
UDAF	Unions départementales des associations familiales
UE	Union européenne
ULIS	Unité localisée pour l'inclusion scolaire
UNAF	Union nationale des associations familiales
UNAPEI	Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis
UNAASS	Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé
UNCAM	Union nationale des caisses d'Assurance maladie
UNEDIC	Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
UNIOOSS	Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux
URAF	Unions régionales des associations familiales
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
USLD	Unité de soins de longue durée
UU	Unité urbaine
ZEP	Zones d'éducation prioritaires
ZFU	Zones franches urbaines
ZRU	Zone de redynamisation urbaine
ZUP	Zones d'urbanisation prioritaire
ZUS	Zones urbaines sensibles

INTRODUCTION

Les politiques sociales ont pour objectif de maintenir et de renforcer la cohésion sociale en répondant aux défis contemporains. Elles doivent rester fidèles aux valeurs fondamentales que sont la liberté, l'égalité des droits, l'équité et le respect des droits de l'homme. En France, l'État joue un rôle central : il élabore, coordonne et met en œuvre ces politiques, en collaboration avec de nombreux partenaires, parmi lesquels les collectivités territoriales et les acteurs sociaux. En tant que garant de la cohésion sociale, il a la responsabilité de prévenir les exclusions et de faire vivre la solidarité au quotidien.

Cet ouvrage s'adresse à ceux qui préparent les épreuves écrites et orales des concours administratifs (catégories A, B et C). Il sera également utile aux étudiants des BTS ESF, BTS SP3S, BUT carrières sociales, aux étudiants de premier cycle universitaire (IEP – institut d'études politiques, AES – accompagnant éducatif et social, sciences sanitaires et sociales, IFSI – institut de formation en soins infirmiers), ainsi qu'à tous ceux qui se destinent à une carrière sociale, notamment les travailleurs sociaux en formation. Il constitue enfin un outil pour tout citoyen désireux de disposer de repères accessibles afin de mieux comprendre les politiques sociales.

Le découpage a été organisé en différentes parties composées de fiches. Celles-ci s'appuient sur les évolutions des politiques sociales, leurs priorités et leurs principaux enjeux. En effet, les pouvoirs publics élaborent ces politiques en tenant compte des contextes démographiques, sociaux, économiques et environnementaux, afin d'améliorer le bien-être des populations, d'assurer les droits sociaux des citoyens et de préserver la cohésion sociale. Ces fiches présentent également l'articulation des politiques publiques avec les leviers d'action mobilisés, les principaux acteurs impliqués et les différentes modalités d'intervention : transversale (lutte contre l'exclusion, politique de la ville...), catégorielle (personnes en situation de handicap, personnes âgées, jeunes...), sectorielle (logement, emploi...).

L'année 2026 s'ouvre dans un contexte politique et social qui a été marqué par une succession de crises, de réformes et de recompositions qui continuent de bousculer la cohésion nationale. Les débats sur l'avenir du modèle social français demeurent au cœur des préoccupations. L'année 2025 a rappelé la profondeur de cet héritage avec les commémorations des 80 ans de la Sécurité sociale et des 120 ans de la loi de 1905, deux piliers fondateurs de la solidarité, de la citoyenneté et de la laïcité.

● INTRODUCTION

Les politiques sociales doivent désormais relever des défis majeurs : vieillissement de la population, inégalités persistantes, inclusion des publics vulnérables, transition écologique, numérique et démographique, ainsi que le maintien et le renforcement du système de santé. Elles doivent veiller à maintenir un équilibre entre adaptation aux mutations contemporaines et fidélité aux valeurs fondamentales sur lesquelles elles se sont construites.

Valérie Raia

L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES SOCIALES EN FRANCE

PARTIE I

FICHE 1 | LES POLITIQUES SOCIALES ET LEUR CHAMP D'INTERVENTION

Une politique sociale est l'ensemble des actions et des mesures mises en place par les pouvoirs publics afin d'améliorer le bien-être global des populations, d'assurer les droits sociaux des citoyens et de préserver la cohésion sociale. Au sens plus restreint, elle vise à limiter les conséquences liées à des situations de vulnérabilité.

Historiquement le champ d'intervention des politiques sociales a été celui du travail, comme le montrent les premières interventions de l'État réglementant le travail des enfants, puis celui des femmes au milieu du XIX^e siècle, ou encore, avec la loi du 9 avril 1898, celui des accidents du travail. Ainsi, les ministères en charge de déterminer les politiques sociales ont été liés avec le domaine du travail.

En 1906, le président du Conseil, Georges Clemenceau, rattache à un même ministère les politiques du travail et des assurances sociales. Il crée par décrets le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Le socialiste indépendant René Viviani devient le premier ministre du Travail, le 25 octobre 1906. Il reste à la tête de ce ministère sous le gouvernement Clemenceau, puis sous celui du gouvernement Briand, jusqu'au 3 novembre 1910.

On peut aussi citer Ambroise Croizat, un des grands maîtres d'œuvre de la Sécurité sociale aux côtés de Pierre Laroque. Il devient ministre du Travail sous le général de Gaulle en 1945, puis ministre du Travail et de la Sécurité sociale jusqu'en 1947.

Le ministère du Travail¹ a parfois pris la dénomination de ministère des Affaires sociales, notamment :

- de 1966 à 1969 :
 - 3^e gouvernement Georges Pompidou :
8 janvier 1966-6 avril 1967 : Jean-Marcel Jeanneney, ministre des Affaires sociales,
 - 4^e gouvernement Georges Pompidou :
6 avril 1967-31 mai 1968 : Jean-Marcel Jeanneney, ministre des Affaires sociales et Jacques Chirac, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi,
 - 5^e gouvernement Georges Pompidou :
31 mai 1968-10 juillet 1968 : Maurice Schumann, ministre d'État chargé des affaires sociales et Yvon Morandat, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé de l'emploi,

1. Les ministres du Travail et de la Prévoyance sociale, <http://travail-emploi.gouv.fr>

● L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES SOCIALES EN FRANCE

– gouvernement Maurice Couve de Murville :

12 juillet 1968-20 juin 1969 : Maurice Schumann, ministre d'État chargé des affaires sociales, Marie-Madeleine Dienesch et Pierre Dumas, secrétaires d'État aux Affaires sociales ;

• de 1983 à 1984, 3^e gouvernement Pierre Mauroy :

22 mars 1983-19 juillet 1984 : Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, chargé de l'emploi, et Marcel Rigout, ministre de la Formation professionnelle ;

• de 1986 à 1988, 2^e gouvernement Jacques Chirac :

20 mars 1986-10 mai 1988 : Philippe Seguin, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, Jean Arthuis, secrétaire d'État, et Nicole Catala, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargée de la formation professionnelle.

Le ministère du Travail et le ministère des Affaires sociales sont séparés de 1984 à 1986 et de 1988 à 1995. De 2002 à 2010, les affaires sociales, la solidarité, ou encore la cohésion sociale, sont plutôt à la charge du ministère du Travail tandis que la santé est à part. Entre 2010 et 2012, ministères du Travail et de la Santé sont regroupés, et le ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale est créé. En 2012, les ministères des Affaires sociales et de la Santé sont rassemblés et, depuis, le ministère du Travail et le ministère des Affaires sociales (devenu celui des Solidarités et de la Santé en 2017) sont de nouveau séparés.

Au fil des gouvernements, le ministère des Affaires sociales a été amené à regrouper l'emploi, la formation professionnelle, la Sécurité sociale, la santé, l'action sociale, l'intégration des populations étrangères, les droits des femmes, la famille, la politique de la ville...

De mai 2017 à mai 2022, sous la présidence d'Emmanuel Macron, les ministères successifs des Solidarités et de la Santé ont eu pour mission de préparer et mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les domaines de la solidarité, de la cohésion sociale, de la santé publique, de l'organisation du système de santé et de la protection sociale.

De mai 2022 à janvier 2024, le ministère des Solidarités et de la Santé a été divisé en deux ministères distincts en tant que ministère des Solidarités et des Familles et ministère de la Santé et de la Prévention.

Le 11 janvier 2024, **Catherine Vautrin** a été nommée **ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités** au sein du gouvernement Attal. Le 23 décembre 2024, elle fut nommée **ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles** dans le gouvernement de François Bayrou. Elle a été reconduite dans ses fonctions au sein du premier gouvernement de Sébastien Lecornu.

Depuis le 12 octobre 2025, dans le deuxième gouvernement de Sébastien Lecornu, **Stéphanie Rist** a été nommée **ministre de la Santé, des Solidarités, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées** et **Jean-Pierre Farandou**, **ministre du Travail et des Solidarités**.